

[fr](#) | [es](#)

[Press release](#) | 13.07.2011

Accords UE-Maroc

Les eurodéputés ne cautionnent pas la ratification des accords UE-Maroc qu'ils jugent trop déséquilibrés

La commission de l'Agriculture du Parlement européen s'est prononcée à une large majorité (24 voix pour le rejet des accords/ 14 contre le rejet) contre la ratification des accords de libre échange sur les produits agricoles et les produits de la pêche entre l'Union européenne et le Royaume du Maroc.

Les accords négociés par la Commission européenne et les autorités marocaines s'inscrivent dans la continuité d'une logique commerciale libérale et d'une agriculture mondialisée et spécialisée qui privilégie les intérêts de grands groupes au détriment de ceux des paysans.

De nombreux investisseurs moyen orientaux, européens et français, ont anticipé cette ouverture. Ils ont délocalisé une partie de leur production vers le Maroc. Ils espèrent exporter à des prix inférieurs aux coûts de revient des producteurs européens de fruits et de légumes. En Espagne, la crise de confiance engendrée par la bactérie E. Coli a assombri les perspectives à court et à moyen terme des producteurs. L'arrivée de milliers de tonnes supplémentaires de tomates, de melon, de fraises, ou d'agrumes risque d'entraîner de nouvelles faillites.

Cet accord aura des conséquences négatives sur l'agriculture familiale marocaine confrontée à un afflux massif de produits alimentaires de base (viande, céréales). Face à l'afflux des importations de produits alimentaires transformés non taxés (à l'exception des pâtes), il hypothéquera la création d'une industrie agro-alimentaire locale.

A l'issu du vote, **José Bové**, Vice-Président de la commission de l'Agriculture a déclaré :

"Cet accord a été négocié dans la plus grande opacité par les services de la Commission européenne et du Royaume du Maroc. Totalement déséquilibré, il fait la part belle aux grandes entreprises de l'agro-industrie et laisse les petits producteurs, qu'ils soient marocains ou européens au bord de la route.

Ce vote de la commission de l'Agriculture du Parlement européen est un signal important pour la commission du commerce international (INTA) du Parlement européen. Il s'agit d'un premier pas vers la réouverture de négociations équitables prenant en compte les intérêts socio-économiques du plus grand nombre. Les accords commerciaux doivent être des leviers pour corriger les inégalités. La libéralisation des échanges ne doit plus être une arme pour renforcer les positions des entreprises les plus puissantes.

En prenant le temps de construire des échanges équitables, nous parviendrons à créer un espace cohérent avec les pays du sud de la Méditerranée. De cette manière nous contribuerons à renforcer les évolutions démocratiques récentes indispensables à la création d'un espace de stabilité et de coopération."

Recommended

News

@david-leveque



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 9 to 12 February](#)

09.02.2026

News



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 19 to 22 January](#)

18.01.2026

Press release

© Patrick Laverdant



[EU-Mercosur](#)

09.01.2026

Press release

European External Action Service (<https://www.flickr.com/photos/eeas/32978511020>)



[Frozen Russian funds essential to support Ukraine](#)

18.12.2025

Responsible MEPs



José Bové

Member

Please share

•[E-Mail](#)